



Genève, le 2 février 2024

Solidarité paysanne internationale

Depuis le début de l'année, la colère gronde chez les paysan·ne·x·s à travers l'Europe (Allemagne, France, Italie, Belgique, Lituanie etc.). Le MAPC exprime sa solidarité avec les révoltes paysannes en cours !

En Europe, comme en Suisse, la politique agricole dominante présente l'agrandissement des structures, la spécialisation, l'industrialisation, la compétitivité ou encore le "smart farming" comme "évolutions structurelles" nécessaires au futur de l'agriculture. Basta ! Ce modèle agricole entraîne :

- la diminution drastique du nombre de paysan·n·x·es (et participe à la disparition de 3 fermes chaque jour en Suisse)
- des prix de vente non rémunérateurs
- une surexploitation des sols mettant à mal la biodiversité
- une perte d'autonomie paysanne, notamment un surendettement des exploitations qui questionne le départ à la retraite massif d'agriculteur·ice·x·s d'ici les 15 prochaines années.

Dans les prises de positions diverses et variées de syndicats agricoles en Europe, nous rejoignons les mots d'ordre et revendications de la Confédération Paysanne en France ; *Un revenu digne pour tous les paysans et paysannes & rompre avec le libre échange [1]*; et de l'AbL en Allemagne ; *Chaque ferme compte ! Pour une planification économique, des prix équitables et une transformation juste [2]*.

Avec elles-eux, nous partageons le constat qu'il faut s'attaquer aux racines du problème qui gangrène l'agriculture. Il faut se battre contre le néo-libéralisme et ses traités de libre échange, contre l'accaparement du revenu des paysan·ne·x·s par la grande distribution et l'agro-industrie. L'agriculture fait face à de nombreux enjeux comme le changement climatique, la perte de la biodiversité et les crises économiques. Pour répondre à ces défis de demain, l'agriculture paysanne diversifiée et l'installation de plus de paysan·ne·x·s sont des solutions. Des ressources économiques doivent être engagées immédiatement pour réussir cette transition nécessaire et inéluctable, ainsi que pour créer un cadre offrant des protections sociales et économiques aux paysan·ne·x·s comme aux salarié·e·x·s agricoles.

Cette transition ne peut se faire au détriment des paysan·ne·x·s du Sud. Rappelons nous qu'iels subissent une libéralisation totale du marché, notamment imposé par la Banque Mondiale, conséquence d'une logique coloniale des pays occidentaux. Les paysan·ne·x·s ont décidé de défendre une agriculture vivrière et de lutter en s'organisant avec la Via Campesina, l'organisation regroupant plus de 81 pays et 200 millions de paysanne.x.s. Nous rejoignons leur mot d'ordre, souveraineté alimentaire et justice sociale !

En Suisse, soutien à Uniterre

A l'échelle Suisse, le MAPC apporte tout son soutien à l'organisation paysanne indépendante Uniterre. Nous rejoignons les revendications faites au Conseil fédéral, à l'OFAG, aux député·e·x·s et aux acheteurs, publiées lors du communiqué du 31 février 2024 [3]. Rappelons qu'en 2023, Uniterre a mené une campagne *"Des prix équitables, maintenant"* [4] pour, entre autres, alerter sur les marges excessives de la grande distribution (Coop, Migros), alerter sur l'opacité qui règne dans la fixation des prix, demander un renforcement du pouvoir des paysan·ne·x·s dans les négociations des prix au sein des filières agricoles et sensibiliser le grand public sur la thématique. *"Nos vies et notre alimentation valent plus que leurs profits. L'agriculture nous concerne toutes et tous : des prix équitables et des filières transparentes profiteront à tout le monde"*.

En plus du soutien porté par le MAPC pour relayer cette campagne à Genève, nous travaillons conjointement sur plusieurs autres thématiques, comme l'accès à la terre, et pour renforcer les liens inter-cantonaux entre paysan·ne·x·s. En fonction de l'évolution du mouvement en Suisse et des réponses des institutions concernées, le MAPC s'alliera de toutes les manières possibles au combat et revendications portées par Uniterre.

Le MAPC à Genève

A Genève, le MAPC a pour objectif de réunir paysan·ne·x·s, artisan·ne·x·s transformateur·ice·x·s et mangeur·euse·x·s pour prendre en main ensemble le système alimentaire local et pour défendre une autonomie paysanne. Nous défendons une vision où l'agriculture et l'alimentation sont à considérer ensemble et au cœur du fonctionnement social. Pour ce faire, nous devons permettre l'installation de nouvelles paysan·ne·x·s et, en lien, d'artisan·e·x·s transformateur·ice·x·s (boulangerie, boucherie, tofuterie, conserverie, etc) dont le travail est, de fait, aussi indispensable à l'essor de l'agriculture paysanne que l'accès à la terre. Face aux freins économiques, juridiques et politiques pour démarrer une nouvelle activité, le MAPC, avec Uniterre et d'autres organisations, se sont réunies sous la bannière de la "coalition terre" pour faciliter l'installation de nouvelles paysan·ne·x·s en Suisse. Ces installations doivent se faire dans des conditions économiques viables pour les paysan·ne·x·s, qui défendent des prix équitables rémunérateurs et des salaires dignes pour les paysan·ne·x·s et les salarié·e·x·s agricoles. Le MAPC veut organiser les structures dans un monde de coopération, de mutualisation, d'entraide ; la course à la productivité et à la compétitivité mène à la destruction du monde paysan.

Nous sommes convaincu·e·x·s que l'expression "diviser pour mieux régner" s'applique au système actuel à l'exemple de la votation sur les pesticides, en juin 2021. Le monde agricole s'est déchiré et la peur s'est installée dans les campagnes. Stop! Notre désir est de maintenir chaque ferme et d'augmenter leur nombre à court terme. Nous préférons diviser pour mieux partager. Ainsi, afin de renforcer les liens entre paysan·ne·x·s, visibiliser et valoriser le travail fourni dans nos filières, nous travaillons sur l'adaptation du Diagnostic agriculture paysanne [5] pour le contexte actuel suisse, outil développé en France par la Confédération paysanne. Ce diagnostic permet d'échanger sur nos pratiques et d'évoluer vers un but commun selon plusieurs thématiques (autonomie, répartition, travail avec la nature, transmissibilité, qualité des produits, développement local et dynamique territoriale).

Finalement, nous travaillons pour mettre en œuvre des initiatives de Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) [6], notamment dans le cadre de la commission sur le Droit à l'alimentation, qui est la solution pour offrir une alimentation saine, suffisante et disponible pour tous·te·x·s.

Pour réussir à avancer dans ce sens, le MAPC appelle à une prise en considération sérieuse par les institutions de TOUS les projets agricoles, de TOUTES les formes d'agriculture et de TOUTES les filières agricoles.

L'agriculture est colorée !

Face à certaines dérives et instrumentalisation des révoltes paysannes par l'extrême droite en Europe, le MAPC rejoint le discours de AbL *"Haine, incitation, slogans misanthropes - les groupes d'extrême droite s'emploient à récupérer les protestations des agriculteur·ice·x·s. Pas avec nous ! Nous proposons des solutions constructives plutôt que des opinions populistes. Car l'agriculture est colorée, pas brune !"* et celui de la Confédération Paysanne *"Nous lutterons sur le terrain contre toute forme de récupération de nos colères pour attiser le chaos, encourager le repli sur soi et in fine poursuivre la fuite en avant d'un système qui nous met en concurrence les uns avec les autres"*.

Le MAPC se méfie aussi de certaines prises de position qui mettent en opposition agriculture et écologie, notamment lorsqu'il s'agit d'attaques sans discriminations des normes environnementales. Nous rejoignons l'avis d'autres syndicats paysans ; il faut alléger les tâches administratives des paysan·ne·x·s, discuter de consort avec elles-eux sur comment accompagner la transition agroécologique nécessaire, et mettre des moyens à disposition pour d'une part maintenir les revenus et d'autre part rendre l'application de normes écologiques compatibles avec le travail paysan.

Le comité du MAPC

[1] Synthèse des revendications. Confédération Paysanne. <http://confederationpaysanne.fr/actu.php?id=14121>

[2] Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL). Plan de politique agricole en 6 points. Paquet de mesures nécessaires à court terme. Réaction aux protestations paysannes. AbL.

https://www.abl-ev.de/fileadmin/Dokumente/AbL_ev/Publikationen/Agrarpolitischer_6-Punkteplan_als_Reaktion_auf_die_aktuellen_Proteste_-_F%C3%BCr_Wirtschaftliche_Planbarkeit_faire_Preise_und_eine_gerechte_Transformation_.pdf

[3] L'USP défend le libre-échange et non les paysan·ne·s suisses. Uniterre. <https://uniterre.ch/fr/lusp-defend-le-libre-echange-et-non-les-paysan%2%b7nes-suisses/>

[4] «Des prix équitables, maintenant». Uniterre. <https://uniterre.ch/fr/actualites/#campagne-prix-equitables>

[5] présentation du diagnostic agriculture paysanne <https://www.agriculturepaysanne.org/Le-Diagnostic-Agriculture-paysanne-13> et thématiques <https://www.agriculturepaysanne.org/Les-6-themes-d-analyses>

[6] Document de présentation du projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation en France. Confédération Paysanne. https://www.confederationpaysanne.fr/sites/1/mots_cles/documents/ssa2023-9.pdf

"Un collectif veut créer une assurance sociale alimentaire sur le modèle de l'AVS". Le Temps.

<https://www.letemps.ch/suisse/un-collectif-veut-creer-une-assurance-sociale-alimentaire-sur-le-modele-de-l-avs>

Contact :

Mac Nulty Ryan

077 918 34 40

coordination@mapc-ge.ch